

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES ET BUDGÉTAIRES

La croissance économique se poursuit à un rythme plus modéré que prévu.

- Pour 2012 : la croissance prévue du PIB réel est de 0,9 %.
- Pour 2013 : la croissance prévue du PIB réel est de 1,5 %.

Pour 2012-2013, le gouvernement maintient l'objectif de déficit budgétaire de 1,5 G\$ prévu en mars dernier.

- Ce montant exclut l'impact comptable de 1,8 G\$ découlant de la perte exceptionnelle d'Hydro-Québec pour la fermeture de la centrale nucléaire de Gentilly-2.

L'équilibre budgétaire sera atteint en 2013-2014 comme prévu et il sera maintenu pour les années suivantes.

La croissance des dépenses de programmes s'établira en moyenne à 1,8 % de 2012-2013 à 2013-2014, soit un niveau inférieur à la moyenne annuelle de 5,6 % enregistrée de 2005-2006 à 2009-2010. En comparaison, la croissance des dépenses de programmes se chiffrait à 3,0 % en 2010-2011 et à 2,5 % en 2011-2012.

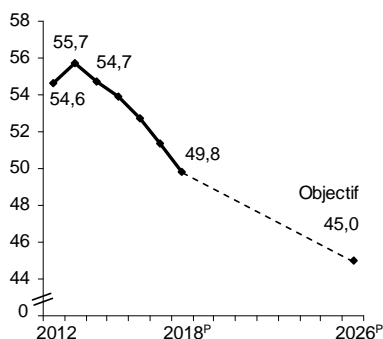
DEUX MESURES POUR FAVORISER LES INVESTISSEMENTS PRIVÉS

Un nouveau congé fiscal de 10 ans pour des projets majeurs d'investissement, le congé d'impôts pour les investissements, le C21, sera mis en place.

De plus, le crédit d'impôt à l'investissement est prolongé jusqu'en 2017.

DETTE BRUTE

(au 31 mars, en pourcentage du PIB)

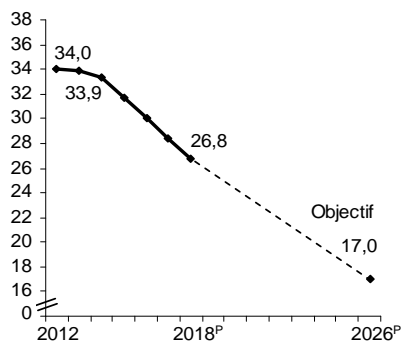


P : Prévisions pour 2013 à 2018 et projections pour les années subséquentes.

Note : La dette brute exclut les emprunts effectués par anticipation et tient compte des sommes accumulées au Fonds des générations.

DETTE REPRÉSENTANT LES DÉFICITS CUMULÉS

(au 31 mars, en pourcentage du PIB)



P : Prévisions pour 2013 à 2018 et projections pour les années subséquentes.

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES DU QUÉBEC

(variation en pourcentage)

	2012	2013	2014
Produit intérieur brut réel	0,9	1,5	2,0
Exportations	0,9	2,8	3,3
Mises en chantier (en milliers d'unités)	46,5	41,6	40,1
Création d'emplois (en milliers)	24,8	41,6	38,4
Taux de chômage (%)	7,8	7,6	7,5
Marchés financiers canadiens (%)			
Taux cible du financement à un jour	1,0	1,0	1,4
Bons du Trésor Canada – 3 mois	1,0	1,0	1,4
Obligations Canada – 10 ans	1,9	2,4	3,2

CADRE FINANCIER DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC – BUDGET 2013-2014

(en millions de dollars)

	2012-2013	2013-2014	2014-2015	2015-2016
Revenus budgétaires⁽¹⁾	68 897	72 360	74 472	76 832
Dépenses budgétaires⁽¹⁾				
Dépenses de programmes	-62 642	-63 791	-65 350	-67 434
Service de la dette	-7 917	-8 601	-8 735	-8 952
Total des dépenses budgétaires	-70 559	-72 392	-74 085	-76 386
Entités consolidées	1 241	1 471	1 069	1 508
Provisions pour éventualités	-200	-400	-500	-500
Écart à résorber	—	—	430	430
SURPLUS (DÉFICIT)	-2 426	1 039	1 386	1 884
Versements des revenus dédiés au Fonds des générations	-879	-1 039	-1 386	-1 884
Exclusion – Perte exceptionnelle à la suite de la fermeture de Gentilly-2 ⁽²⁾	1 805	—	—	—
SOLDE BUDGÉTAIRE⁽³⁾	-1 500	0	0	0

(1) Correspond aux revenus et aux dépenses du fonds général.

(2) Il s'agit de l'impact comptable de la perte exceptionnelle d'Hydro-Québec découlant de la fermeture de la centrale nucléaire de Gentilly-2.

(3) Solde budgétaire au sens de la Loi sur l'équilibre budgétaire.

RÉDUCTION DU POIDS DE LA DETTE

Les objectifs de réduction de la dette pour 2025-2026 sont maintenus :

- 45 % du PIB pour la dette brute;
- 17 % du PIB pour la dette représentant les déficits cumulés.

Pour atteindre ces objectifs, le gouvernement a décidé d'adopter une approche équilibrée, en versant des revenus de sources variées au Fonds des générations et en réduisant les investissements publics en immobilisations.

Dans le budget 2013-2014, le gouvernement annonce qu'il versera au Fonds des générations :

- les revenus découlant de l'indexation du prix de l'électricité patrimoniale, à compter de 2014 : 95 M\$ en 2014-2015, 190 M\$ en 2015-2016, 290 M\$ en 2016-2017 et 395 M\$ en 2017-2018;
- la totalité des redevances minières, soit 325 M\$ par année, à compter de 2015-2016;
- les revenus de 215 M\$ par année, à compter de 2017-2018, découlant de la hausse du bénéfice net d'Hydro-Québec, résultant de l'abandon du projet de réfection de la centrale nucléaire de Gentilly-2;
- un montant de 100 M\$ par année, à compter de 2014-2015, découlant de la hausse de la taxation des boissons alcooliques.

De plus, les investissements en immobilisations seront réduits de 1,5 G\$ par année à compter de 2013-2014, ce qui contribuera également à atteindre les objectifs de réduction de la dette.

En 2013-2014, le gouvernement utilisera 1 G\$ du Fonds des générations pour rembourser des emprunts venant à échéance. Le solde du Fonds des générations devrait atteindre 13,5 G\$ au 31 mars 2018.

PROGRAMME DE FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Le programme d'emprunts du gouvernement pour 2012-2013 se situe à 17,3 G\$. Il est complété à 54,0 %.

Les emprunts réalisés en date du 13 novembre 2012 s'élèvent à 9,3 G\$. Jusqu'à maintenant, la totalité des emprunts du gouvernement du Québec a été effectuée sur le marché canadien, dont 8,0 G\$ par émissions publiques.

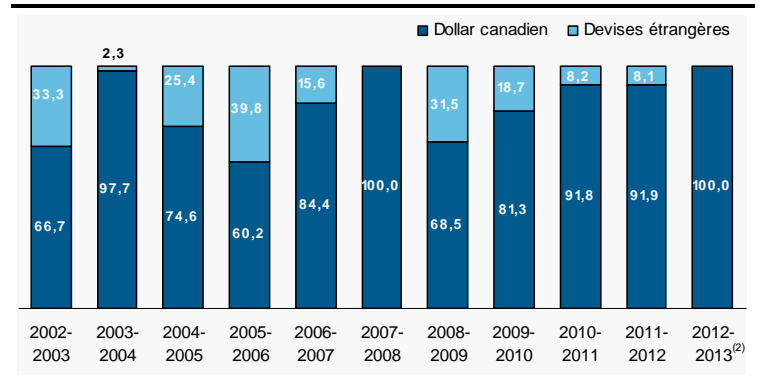
Le programme de financement du gouvernement pour 2013-2014 devrait s'établir à 15,0 G\$.

Ces programmes comprennent des contributions additionnelles au fonds d'amortissement afférent à des emprunts du gouvernement de 3,0 G\$ en 2012-2013 et en 2013-2014, dans le but d'augmenter le niveau des liquidités prudentielles du gouvernement de 6,0 G\$. Ces liquidités pourront être utilisées en cas de fortes turbulences sur les marchés financiers.

COTES DE CRÉDIT DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC

Agence	Cote	Perspective
Moody's	Aa2	Stable
Standard & Poor's (S&P)	A+	Stable
Dominion Bond Rating Service (DBRS)	A (high)	Stable
Fitch Ratings (Fitch)	AA-	Stable
Japan Credit Rating Agency (JCR)	AA+	Stable

EMPRUNTS RÉALISÉS PAR DEVISE⁽¹⁾ (en pourcentage)



- (1) Emprunts du fonds général du gouvernement, emprunts pour le Fonds de financement et emprunts de Financement-Québec.
(2) Emprunts réalisés en date du 13 novembre 2012.

PROGRAMME DE FINANCEMENT DU GOUVERNEMENT (en millions de dollars)

	2012-2013 ^P			2013-2014 ^P	2014-2015 ^P
	Budget de novembre 2012	Réalisé ⁽¹⁾	À réaliser		
FONDS GÉNÉRAL⁽²⁾					
Besoins financiers nets ^{(3),(4)}	4 545			-700	393
Remboursements d'emprunts	4 623			4 487	7 572
Utilisation du Fonds des générations pour rembourser des emprunts venant à échéance	—			-1 000	—
Variation de l'encaisse	-4 436			—	—
Dépôts au Fonds d'amortissement des régimes de retraite	— ⁽⁵⁾			— ⁽⁵⁾	— ⁽⁵⁾
Transactions en vertu de la politique de crédit ⁽⁶⁾	471			—	—
Contributions additionnelles au Fonds d'amortissement afférent à des emprunts	3 000			3 000	—
Sous-total	8 203			5 787	7 965
FONDS DE FINANCEMENT					
Dont : remboursements d'emprunts	1 254			1 247	1 130
Sous-total – Fonds général et Fonds de financement	13 303	7 797	5 506	9 687	11 465
FINANCEMENT-QUÉBEC					
Dont : remboursements d'emprunts	1 866			3 722	3 511
TOTAL	17 303	9 339	7 964	15 037	17 265
Dont : remboursements d'emprunts	7 743			9 456	12 213

P : Prévisions.

Note : Un montant négatif indique une source de financement et un montant positif, un besoin de financement.

(1) Emprunts réalisés au 13 novembre 2012.

(2) Le fonds général correspond à l'ancienne appellation du fonds consolidé du revenu.

(3) Les montants excluent les besoins financiers nets des entités consolidées qui sont financés par l'entremise des programmes de financement du Fonds de financement et de Financement-Québec.

(4) Les besoins financiers nets sont ajustés pour tenir compte du non-encaissement des revenus du FARR et des fonds dédiés aux avantages sociaux futurs.

(5) Les dépôts au FARR sont optionnels.

(6) Dans le cadre de sa politique de crédit, qui vise à limiter le risque financier relatif aux contrepartistes, le gouvernement a décaissé 471 M\$ en 2012-2013 en raison de l'évolution des taux de change. Ces déboursés n'ont pas d'effet sur la dette.

SOMMAIRE ÉCONOMIQUE ET FINANCIER DU QUÉBEC

Ce document est disponible sur le site Internet du Ministère.

www.finances.gouv.qc.ca

Publié par le ministère des Finances et de l'Économie :
12, rue Saint-Louis, bureau 2.08
Québec (Québec) G1R 5L3
Téléphone : 418 691-2250
Télocopieur : 418 646-0923
Courriel : sri@finances.gouv.qc.ca

Finances
et Économie

Québec

